

24 octobre 2019

Faire de la politique agricole commune un levier de la transition agroécologique

Sujet éminemment complexe, la politique agricole commune (PAC) ne peut se résumer à un sujet technique ou budgétaire. Au regard des enjeux d'alimentation et de développement durable, c'est également une question de société. Avec une ambition environnementale renforcée à l'échelle européenne et nationale, la politique agricole porte en elle la possibilité d'une transition vers des systèmes agricoles plus favorables à l'environnement, et plus résilients parce que plus diversifiés. Une agroécologie capable de répondre aux attentes sociétales en matière d'alimentation, de santé et de bien-être animal, capable aussi de garantir un revenu décent aux agriculteurs. Dans cette optique, France Stratégie propose des pistes de réorientation de la PAC, à budget inchangé, pour renforcer son ambition environnementale et la compléter par un système additionnel de bonus autofinancés au niveau national.

La France a la chance d'avoir une agriculture qui a su s'adapter continûment à un monde et à une société en changement rapide. Elle figure aujourd'hui parmi les plus productives au monde et parmi celles qui ont fait le plus pour répondre aux nouvelles attentes de la société, avec en particulier ces dernières années un essor du bio qui témoigne d'une grande faculté d'adaptation de nos agriculteurs. Pourtant, une situation de malaise existe : les agriculteurs sont l'objet de critiques, ils sont trop nombreux à ne pas gagner convenablement leur vie.

Dans ce contexte, il est essentiel de redonner toute leur place aux agriculteurs pour bâtir une politique agricole ambitieuse et durable, qui valorise les services rendus par les agriculteurs à notre société, notamment les bénéfiques pour l'environnement lorsque des pratiques agroécologiques sont mises en œuvre.

France Stratégie travaille de longue date sur les évolutions possibles de la politique agricole commune et publie aujourd'hui un rapport, avec la volonté de contribuer utilement à la réflexion sur l'avenir de l'agriculture dans notre pays. L'objectif est de tracer une voie vers un modèle agricole favorable à l'emploi et au revenu agricole, encourageant les bonnes pratiques environnementales, incitant à s'éloigner de celles qui consomment trop de pesticides, d'engrais, d'antibiotiques, et répondant aux nouvelles attentes de la société sur l'alimentation et l'environnement.

Les pistes présentées dans ce rapport visent à allouer graduellement les aides européennes en fonction de l'emploi plutôt que des surfaces exploitées ; à créer des systèmes de bonus-malus pour encourager les prairies permanentes, les surfaces d'intérêt écologique, etc. Chaque euro qui serait prélevé sur les pesticides ou les engrais serait intégralement redistribué vers le monde agricole pour accompagner le mouvement de transformation.

[Consulter le rapport](#)